

Unité départementale de l'Isère

Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 juillet 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ETABLISSEMENT**

VICAT  
38390 MONTALIEU-VERCIEU

Références : 2022-Is072T3

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 juillet 2022 dans l'établissement VICAT implanté route des usines, 38390 Montalieu-Vercieu.

L'inspection a porté sur l'examen des suites de l'inspection du 26 février 2021 et de l'APMD DDPP-DREAL UD38-2021-05-18 du 31 mai 2021. Elle porte sur le plan de modernisation des installations au travers de l'application des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010.

L'inspection a porté uniquement sur la partie réservoirs sachant qu'il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit réaliser une analyse du périmètre des installations soumise au plan de modernisation afin d'identifier l'ensemble des équipements soumis ainsi que les contraintes imposées par l'AM du 3/10/2010 et/ou du 4/10/2010.

A noter que l'AP-DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16/6/2021 a remplacé l'AP DDPP-IC-2018-09-17 du 7/9/2018.

Par ailleurs, un porter à connaissance avec mise à jour de l'étude de dangers concernant l'utilisation et le stockage du fioul de substitution VALORTEC a été transmise le 1/10/2021, en réponse à une demande d'action corrective formulée dans le rapport d'inspection 2021Is020T3. L'étude conclut à un risque similaire au fioul lourd déjà autorisé : les scénarios ne sont pas modifiés. Il est donc proposé de donner une suite favorable à la demande d'utilisation de ce combustible et d'acter son utilisation lors d'une prochaine modification de l'AP du site.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT VICAT
- Adresse 38390 MONTALIEU-VERCIEU
- Code AIOT dans GUN : 61-2824
- Régime : A
- Statut Seveso : non

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a mis en place le plan d'inspections réglementaires et la tracabilité des suivis réalisés au travers des dossiers de suivi individuel des bacs.

Les inspections hors exploitation des bacs FLNord et T4 sont à réaliser avant fin 2022.

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle : plan d'inspection des réservoirs

<b>Source : AM du 3/10/2010</b>
<b>Prescription contrôlée : article 29</b>
<p><b>Constats</b></p> <p>L'exploitant présente une procédure de « suivi et de maintenance des réservoirs verticaux » datée du 25/02/2021 qui n'a pas été mise à jour depuis l'inspection du 26/2/2021.</p> <p>Par contre, l'exploitant a fait établir avec l'aide de l'APAVE un plan d'inspection propre à chaque cuve. Il est procédé à un examen du plan d'inspection de la cuve T2 (document du 19/7/2021). Le document décrit la nature , l'étendue et la fréquence des visites et inspections. Il définit également les critères de qualification des personnes réalisant les contrôles et les critères d'analyse des modes de dégradation ainsi que leur gestion. A noter que le document ne fait pas référence à l'AM du 3/10/2010 et au guide DT 94 auquel le bac est pourtant soumis. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse fine sur le périmètre d'application aux réservoirs des AM du 4/10/2010 et 3/10/2010. Cependant, pour l'ensemble des bacs des parcs déchets et combustibles, l'exploitant a choisi de manière conservatrice, de réaliser des visites de routine annuelles, des inspections externes détaillées tous les 5 ans et des inspections hors exploitation détaillées (IHE) tous les 10 ans. L'ensemble des visites et inspections seront réalisées par l'APAVE.</p>
<b>Avis de l'inspection des ICPE : le plan d'inspection examiné est satisfaisant</b>
<b>Proposition de suites :</b> il est rappelé que l'exploitant doit réaliser une analyse du périmètre des installations soumise au plan de modernisation afin d'identifier l'ensemble des équipements soumis ainsi que les contraintes imposées par l'AM du 3/10/2010 et/ou du 4/10/2010.

### Point de contrôle : dossier de suivi individuel

<b>Source : AM du 3/10/2010</b>
<b>Prescription contrôlée : article 28</b>
<p><b>Constats</b></p> <p>L'inspection a demandé à voir le dossier du bac T1. On retrouve globalement l'ensemble des informations demandées à l'article 28. L'exploitant doit veiller à conserver l'historique des produits successivement stockés. On note que la liste des dates et types d'inspection réalisée est présente mais que la dernière inspection décennale réalisée en juin 2022 n'est pas encore mentionnée.</p> <p>Le rapport de l'intervention réalisée par l'entreprise PONTICELLI pour des défauts sur fond de cuve identifiés lors du contrôle décennal est présenté.</p> <p>Concernant le bac T5 pour lequel la dernière IHE datant de mars 2022 a conclu à programmer un contrôle interne du fond dans 5 ans, il a été vérifié que ce point été bien pris en compte dans le programme d'inspection de la cuve.</p>
<b>Avis de l'inspection des ICPE : ce point est satisfaisant</b>
<b>Proposition de suites : néant</b>

**Point de contrôle : inspection hors exploitation détaillée (IHE)**

<b>Source : AM du 3/10/2010</b>
<b>Prescription contrôlée : article 29.4</b>
<p><b>Constats</b></p> <p>A titre informatif, l'exploitant précise qu'une IHE immobilise le bac pendant 1 mois et coûte environ 30 000 euros (préparation, nettoyage, contrôles).</p> <p>L'exploitant a présenté un état des IHE réalisées entre octobre 2021 et juin 2022 sur les parcs déchets et combustibles.</p> <p>Les inspections sur les bacs T1, T2, T3, T5, T6, FLsud et H5000 ont été réalisées avec un avis favorable, le cas échéant après réparation.</p> <p>Restent les bacs FLNord et T4 qui seront inspectés fin septembre 2022.</p> <p>Verification par sondage : pour le bac T1, il est présenté une attestation d'inspection en date du 24/6/2022 avec avis favorable suite à l'inspection hors exploitation (IHE).</p>
<b>Avis de l'inspection des ICPE : la traçabilité des IHE est satisfaisante</b>
<b>Proposition de suites : finaliser le programme de réalisation pour les cuves T4 et FLNord avant la fin de l'année 2022.</b>